

Trois mots sur la Turquie et son armée

L'affaire Ergenekon secoue la Turquie. La semaine dernière, près de cinquante hauts gradés ont été interpellés et remis à la justice. Le bras-de-fer entre l'armée et le pouvoir islamique connaît un tournant. Il provoque une crise institutionnelle. Quel sera son dénouement ?

Une vague d'interpellations sans précédent dans la Turquie contemporaine, a frappé des membres de haut rang du corps militaire. Les opérations se sont déroulées simultanément en une vingtaine de lieux. Deux amiraux en service actif, deux amiraux et un général à la retraite, deux ex-colonels et l'ancien chef des forces spéciales (1) ont été écroués. A présent, une trentaine d'officiers serait en prison, le commandement de la marine décapité. *Zaman France* y voit - peut-être un peu vite - "la fin de la toute-puissance militaire" (2).

Ces arrestations ont été opérées dans le cadre de l'enquête contre le plan *Balyoz* ("masse de forgeron"). Un vaste plan de déstabilisation qui aurait prévu d'abattre un bombardier turc au-dessus de la mer Égée et d'accuser les forces aériennes grecques, de placer des bombes dans deux grandes mosquées d'Istanbul durant la prière du vendredi, de déguiser un commando militaire en groupe djihadiste et d'orchestrer un attentat dans un musée de l'ancienne Constantinople durant une visite scolaire. Autant d'"opérations" destinées à provoquer le chaos, à justifier un coup d'Etat, à renverser le gouvernement en place. Rendu public le mois dernier par le quotidien libéral *Tafar*, le plan aurait été planifié en 2003, quelques mois avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP (Parti de la justice et du développement), formation issue de la mouvance islamiste, dirigée par l'actuel Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, devenu maire d'Istanbul après une carrière sportive dans le football.

Le tout est relié à l'affaire *Ergenekon*, un nom issu de la topographie mythique des Turcs (3), utilisé pour dénommer un présumé réseau criminel qui serait "composé de militants de l'extrême-droite ainsi que de la gauche républicaine, d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de magistrats, de mafieux, d'universitaires et de journalistes" (4). De juin 2007 à novembre 2009, plus de trois cents personnes ont été arrêtées, près de deux cents ont été inculpées à des titres divers, notamment pour des assassinats (contre le journaliste arménien Hrant

Dink en 2007) et des tentatives d'assassinat (dont l'une contre Erdogan). Ergenekon aurait dirigé des "escadrons de la mort" et serait impliqué dans des "actions" contre le PPK (Parti des travailleurs kurdes) et le massacre de Sivas contre la minorité alévie. Certains, notamment à *Zaman*, en font un "Gladio turc" (5) qui aurait mal tourné pour s'orienter vers le panturquisme. D'autres tiennent tout simplement Ergenekon pour l'enfant de "l'Etat profond", *Derin devlet* en turc, *deep state* en anglais...

Proche de l'actuel gouvernement, *Zaman* jubile et pavoise. L'armée mise au pas, elle qui reprochait à l'AKP de ne rien faire pour endiguer "la menace de l'islam réactionnaire". Tonalité voisine à l'Observatoire de la vie politique turque (OVIPO), institution française sise à Istanbul, qui analyse les récents épisodes comme les ultimes étapes de la "démilitarisation" et de la "démocratisation", des termes agréables aux oreilles de Bruxelles. L'opposition s'interroge. D'autant que ce nouvel assaut contre l'institution militaire survient alors que la justice turque se déchire. Le procureur à compétence élargie d'Erzurum, Osman Sanal, n'a-t-il pas fait arrêter İlhan Cihaner, l'un de ses collègues, arrestation assortie d'une perquisition musclée du bureau de ce dernier ? Le fait a provoqué la riposte du Conseil des juges et des procureurs, lequel entretient un épais contentieux avec le gouvernement. La "guerre des juges" englobe toutes sortes de conflits, y compris le refus de certains généraux de comparaître devant une juridiction civile. Reviennent également au premier plan les tentatives destinées à obtenir à nouveau, de la Cour constitutionnelle, la dissolution de l'AKP, le parti islamiste, pour atteinte à la "laïcité constitutionnelle".

Les observateurs s'interrogent pareillement. "Pourquoi s'en prendre à "des généraux en pyjama" ? Retenir le commentaire de la *Tribune de Genève* (6) : "Opportunément, le camp laïque est affaibli alors que le gouvernement Erdogan veut réviser la Constitution héritée du coup d'Etat de 1980.

Une révision eurocompatible, soulignait-on à Ankara. Certes, mais une révision qui va encore entamer les prérogatives de l'armée, déjà limitées par diverses réformes. De quoi inquiéter ceux qui soupçonnent l'AKP de réislamiser la Turquie".

La Turquie renoue avec les tensions et les turbulences. L'opposition réclame des élections anticipées. Erdogan les refuse. Ce qui trahit une certaine appréhension chez le chef de file de l'AKP. Malgré cela, profitant de la présidence par l'Espagne de l'Union européenne, Jose Luis Zapatero s'est autorisé, à proclamer devant son homologue turc Erdogan qu'il recevait le 22 février (7), une nouvelle avancée des négociations d'adhésion de la Turquie par l'ouverture du "plus grand nombre de chapitres". Le tout assorti de cette profession de foi : "L'Espagne est fermement partisane de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Nous avons toujours maintenu fermement cette position. C'est le cas aujourd'hui et ce le sera demain".

Certitudinaire fanatique (8), Zapatero risque de regretter ses propos. En Turquie, la crise institutionnelle est évidente. Personne ne peut en prédire le dénouement. Principale inconnue : l'attitude de l'armée. Forte de six cents mille hommes encadrés par un corps d'officiers formé pour être la colonne vertébrale de la Turquie moderne, elle se considère toujours comme la "garante" du kémalisme, se veut l'arbitre des factions et la tutrice de l'Etat-nation. Pilier fondateur de la Turquie kémaliste, son emprise a été considérable. Elle a été - et demeure - partie prenante d'un véritable *establishment* politico-militaire qui contrôle l'industrie turque vouée à la sous-traitance pour l'Europe - un peu comme la Chine l'est pour les Etats-Unis -, en liaison probable avec certains groupes mafieux et dirige les milices paramilitaires qui disputent à la "dissidence" kurde certaines zones dans les régions sud-orientales (9).

En quarante ans, l'armée turque, gardienne des principes du kémalisme,

a opéré trois coups d'Etat ouverts. Le premier remonte au 27 mai 1960, au terme de la première tentative de pluralisme politique. Organisé par le général Cemal Gürsel, chef d'état-major de l'armée, qui sera président de la République jusqu'au 28 mars 1966, ce coup d'Etat est suivi par l'exécution du Premier ministre Adnan Menderes, fondateur du Parti Démocrate (DP) (10). Deuxième coup d'Etat, les 11 et 12 mars 1971. Il entraîne l'éviction du gouvernement Süleyman Demirel. Troisième coup d'Etat le 12 septembre 1980. Il survient à l'issue d'une période de troubles qui marque la fin des années soixante-dix, souvent qualifiée de "libanisation" de la Turquie (11), parce que caractérisée par un plongeon dans la guerre civile larvée, des assassinats quotidiens d'hommes politiques, l'entrée en action des Kurdes du PPK marxiste-léniniste apparu en 1978, l'agitation dans les universités, l'incurie de la classe politique - Süleyman Demirel et Bülent Ecevit - incapable de donner un successeur à la présidence de la République au général Fahri Korutürk élu en 1973. L'instigateur du coup d'Etat, le général Kenan Evren, se fait élire haut la main à la présidence en 1982 et reste en fonction jusqu'au terme de son mandat, en novembre 1989. Sous son égide, la Turquie est dotée d'une nouvelle constitution qui confère un véritable pouvoir de tutelle au corps militaire. En même temps, le corps militaire élabore la "synthèse turco-islamique", une façon d'ouvrir le kémalisme à l'islam, au prétexte de faire pièce à l'athéisme marxiste. Turgut Ozal succédera au général Evren, avec le soutien du corps militaire ...

Un "coup d'Etat à blanc", qualifié en Turquie de "coup d'Etat postmoderne", survient le 28 février 1997. Le corps militaire exige la démission de Neomettin Erbakan, Premier ministre islamiste, désigné constitutionnellement par le président de la République et confirmé par un vote du Parlement. Le corps militaire reste vigilant, mais il ne peut que s'incliner lorsque l'AKP l'emporte et peut gouverner seul à l'issue

des législatives de novembre 2002. Différentes tentatives échouent, comme celles d'empêcher l'élection à la présidence de la République d'Abdullah Güll et de dissoudre l'AKP par la Cour constitutionnelle ...

L'armée amenée à ressortir des casernes pour s'emparer des commandes ? L'actuel chef d'état-major, le général Ilker Basbug avait répondu que le temps des coups d'Etat était révolu. Le même a cependant dénoncé, tout récemment, une "campagne de dénigrement de l'armée", répétant une formule déjà utilisée par lui en décembre dernier, à propos de la mise en cause de militaires dans l'attentat de Tokat, une embuscade revendiquée par une branche du PPK que certains imputaient à une provocation des forces turques. Fin janvier, Basbug indiquait sèchement : "La patience de l'armée a des limites".

Basbug réplique cette fois à l'accusation de complot construite à partir d'un document de cinq mille pages présentant des scénarios d'exercices pour la formation des militaires. Le même a lancé un avertissement clair et net dans une interview parue le 12 février : "Si on nous pousse à bout, nous allons faire savoir à l'opinion publique ce que nous savons. Et nous savons beaucoup de choses ..." Menace à peine voilée. Elle n'efface pas le travail de discrédit opéré par les investigations et les inculpations de l'affaire Ergenekon qui a déjà conduit à juger près de deux cents militaires, universitaires, avocats et journalistes. L'armée qui ne voulait plus sortir de ses casernes, pourrait y être contrainte, tout simplement pour défendre ses principes et éviter d'aller moisir en prison.

Au soir du jeudi 26 février, une rencontre est intervenue entre Güll, Erdogan et Basbug. Un communiqué d'une profonde sérénité a été publié à son terme, disant : "Tout le monde devrait être persuadé que les affaires en cours seront résolues dans le respect du droit". Le lendemain à la télévision, Erdogan adoptait la pose du grand démocrate pour déclarer : "Une démocratie affaiblie n'est pas une fatalité dans ce

pays, personne n'est au-dessus des lois, personne n'est intouchable, personne n'est privilégié". Ajoutant aussitôt : "Ceux qui conspirent à huis clos et qui foulent au pied la volonté de la nation vont se retrouver devant la justice".

Pause temporaire ? Un "accommodement" est possible. La Turquie ne peut guère se passer de son corps militaire, car il est consubstantiel à son histoire et à sa situation géopolitique. En résulte une longue tradition d'intervention dans le champ politique. Avant les Jeunes-Turcs, Enver Pacha et Mustafa Kemal, le glaive était déjà suspendu au-dessus de la tête du sultan (12). Le jeu turc a toujours été compliqué. Il le reste, car il a sa part occulte. Le "troisième pouvoir", selon les experts en turcologie, serait la confrérie Gülen (13), connue pour ses entreprises éducatives et son discours interreligieux, considéré par les milieux kémalistes comme un puissant réseau islamique aux nombreuses ramifications financières, influente dans la politique et les services de renseignements. Miser sur le camp laïc et les militaires ou sur les islamo-conservateurs ? Les Européens risquent fort d'être les perdants dans un cas comme dans l'autre, sauf à suspendre les négociations d'adhésion ce que la crise institutionnelle pourrait justifier. Qu'en pensent Jacques Delors et Michel Rocard ?

Charles Haegen

(1) Avec les concours américain et israélien, il avait dirigé la capture du chef kurde Abdullah Ocalan en février 1999. Condamné à mort en juin 1999, peine commuée en prison à vie en 2002, le fondateur du PPK est détenu sur l'île-prison d'Imrali.

(2) Du 25 février 2010.

(3) Ergenekon est le nom d'une vallée mythique de l'Altai, au coeur de l'Asie centrale, berceau du peuple turc.

(4) Selon Wikipedia.

(5) Réseau clandestin anticommuniste de l'OTAN au temps de la "guerre froide" sur lequel les organisations gauchistes ne cessent de fantasmer.

(6) Du 24 février 2010.

(7) Erdogan était présent à Séville, pour recevoir le prix Nodo, lequel récompense les personnalités censées oeuvrer au "dialogue entre les civilisations et les cultures". Il y a été apostrophé par un militant de la cause kurde qui lui a lancé une chaussure ...

(8) Il vient de légaliser l'avortement et réveille les haines de la guerre civile.

(9) Les Kurdes peuplent majoritairement les régions sud-orientales de la Turquie. Ils sont présents ailleurs. Leur nombre est évalué à quelque quinze millions. Ils représentent près de 20 % de la population de la République de Turquie.

(10) Condamné à mort pour violation de la constitution, Menderes est pendu sur l'île d'Imrali le 17 septembre 1961, ainsi que Fatin Rüstü, ministre des Affaires étrangères, et Hasan Potatkan, ministre des Finances.

(11) Jean-Paul Burdy et Jean Marcou : *La Turquie à l'heure de l'Europe*, [Presses] universitaires de Grenoble, Grenoble, 2008.

(12) Le 24 juillet 1908, les officiers de l'armée turque ralliés au mouvement des Jeunes-Turcs forcent Abdulhamid II à rétablir la constitution. Dès lors, ils s'emparent du pouvoir et s'opposent aux libéraux revenus d'exil en Europe. Le 27 avril 1909, une seconde révolution dépose Abdulhamid II et le remplace par Mehmed V. Après l'assassinat du grand vizir Mahmoud Chevket, survenu le 21 juin 1913, la direction du gouvernement passe officiellement aux Jeunes-Turcs avec le "triumvirat" constitué par Talaat, Djemal et Enver.

(13) Fondée par Fethullah Gülen, imam, poète et penseur, exilé aux Etats-Unis, cette confrérie très prosélyte a ouvert une école privée à Villeneuve-Saint-Georges, dans le sud de Paris, en septembre dernier.